

EDITORIAL

## UNE ANNÉE 2005 BIEN REMPLIE

Chères et chers épargnant-e-s solidaires,

L'année 2005 s'achève avec de nouveaux crédits dont vous avez le détail ci-joint. Après une relative accalmie, de nombreux projets innovants dans le domaine de l'environnement ont été déposés à notre association et sont en cours d'étude par notre comité de crédit. Vous serez informés dans le prochain etika-info des suites données à ces projets. Comme vous le savez 2005 a été consacrée par l'organisation des Nations Unies (ONU) comme étant l'année du microcrédit. Le Luxembourg a organisé une table ronde sur la microfinance. Cette Table ronde a été organisée par deux ONG membres de etika, ADA et SOS-Faim épaulées dans cette lourde tâche par le ministère des Finances et des Affaires étrangères, l'agence gouvernementale Lux-developpement et l'Association pour le Transfert de Technologie Financière qui dépend de l'Association des banques et banquiers de Luxembourg.

Nous avons porté une attention particulière à ce type de financement qui fait beaucoup parler de lui en ce moment dans ce numéro. Vous trouvez une série d'articles favorables et d'autres plus critiques afin de vous faire une opinion. Ce numéro étant le dernier de l'année, nous souhaitons de très agréables fêtes et nous en profitons pour vous rappeler que le compte Epargne Alternative est un cadeau à la fois pédagogique et utile, sans oublier qu'il prendra de la valeur au nombre des années!

page 1

### NOUVEAUX CRÉDITS UN NOUVEAU MAGASIN POUR NATURATA

page 2

### INAUGURATION D'UNE INSTALLATION DE MÉTHANISATION DE GAZ (BIOGAZ)

page 2

### OEKOFOIRE

page 3

### DOSSIER MICROCRÉDIT



Les bouchers du nouveau magasin de Naturata à Foetz sont prêts à vous accueillir !

#### NOUVEAUX CRÉDITS

## UN NOUVEAU MAGASIN POUR NATURATA À FOETZ

Etika et la BCEE ont financé par un crédit alternatif de 362.000 euros un nouveau magasin de NATURATA à Foetz, magasin qui a été inauguré le 20 octobre dernier. Ce magasin propose une surface de vente de 330 m<sup>2</sup>, ce qui en fait le deuxième plus grand de la chaîne après le magasin de Dudelange qu'une surface de 380 m<sup>2</sup>. Il a pour objet de prendre la succession du magasin situé à Esch/Alzette, qui comme pour l'ancien magasin NATURATA de Dudelange, ne répondait plus à la demande de la clientèle en terme de choix et de possibilité de parking. Les clients auront le choix entre 3.500 références de produits biologiques, incluant bien entendu principalement des produits alimentaires dont des vins biologiques mais aussi des produits cosmétiques et des livres traitant des modes d'alimentation et de santé. Le magasin proposera aussi une boucherie de viande biologique, garantissant de la nourriture de l'animal jusqu'à la préparation de la viande incluant une traitement additifs chimiques (nitrites, phosphates, conservateurs et rehausseurs de goûts, conservateurs et arômes artificiels, afin de garantir au consommateur une viande de qualité aussi bien dans sa production que dans la préparation que lui apporte l'artisan boucher.

Heures d'ouvertures: du lundi au vendredi de 10h00 à 18h00, samedi de 9h00 à 13 h00  
Adresse: 8, rue de l'Avenir, L-3895 Foetz, Tel: 51 47 69, Fax: 51 47 69 30,  
[www.naturata.lu](http://www.naturata.lu), [naturata@pt.lu](mailto:naturata@pt.lu)

## INAUGURATION D'UNE INSTALLATION BIOGAZ



La famille indienne peut profiter d'un chauffage confortable (photo ASTM)

Etika et la BCEE avaient accordé en mai 2001 un crédit alternatif de 37.000 euros sur 10 ans à la famille Roeder qui possède une exploitation agricole à Tandel. Ce crédit avait pour objet la construction d'une installation de récupération des gaz issue de la méthanisation des déchets organiques produits par son élevage bovin. Le gaz méthane produit par la fermentation naturelle des déchets organique alimente une génératrice d'électricité, qui est ensuite réinjectée dans le réseau de la CEGEDEL.

L'exploitation a été inaugurée officiellement le 8 novembre dernier mais elle était déjà en production depuis le mois d'octobre 2001. L'installation a produit pendant ces 4 années 1,1 Million de Kilowattheures, correspondant à une économie de 2.700 tonnes de CO2 qui auraient été rejeté dans l'atmosphère si cette énergie avait été produite par des énergie fossiles.

Comme dans le cas des installations photovoltaïques, etika a rempli sa fonction de catalyseur en contribuant largement au démarrage des installations de méthanisation des déjections animales (biogaz). Cinq projets (dont celui de la famille Roeser) ont ainsi profité des crédits alternatifs pour des montants initiaux de près 1,4 millions d'euros. Or certaines installations, du fait de leur excellent rendement énergétique amplifié par le tarif de rachat très favorable accordé par la CEGEDEL, ont été détournées de leur objectif initial et se sont mise à produire du gaz méthane par fermentation non plus de déjections animales mais de maïs cultivé intensivement. Il va sans dire que le rendement écologique de telles installations est pour le moins discutable et c'est pour éviter ce type de dérive que le conseil d'administration de etika a décidé en décembre 2001 de ne considérer dorénavant que les demandes d'installation de ce type pour des exploitation agricoles respectant les règles de l'agriculture biologique.

Cet type de production de gaz est également très utilisé dans les pays du Sud. Ainsi l'ONG de développement luxembourgeoise ASTM (membre fondateur de etika) a soutenu un projet en Inde avec une association appelée Jana Jagaran. Cette association (dont le nom veut dire : « réveil des masses ») a gagné beaucoup d'expérience avec la construction des digesteurs de biogaz, qui permettent de recycler les excréments animaliers et humains afin de produire du méthane pour la cuisson et du fumier pour l'amélioration des sols. Une telle installation change d'une manière radicale la vie quotidienne d'une famille indienne, particulièrement celle de la femme. L'installation d'une toilette améliore considérablement la situation sanitaire. La cuisson au méthane est beaucoup plus saine que la cuisson par combustion imparfaite de bouse de vache et de bois, méthode traditionnelle utilisée pour cuisiner en Inde qui provoque des problèmes respiratoires et de vision. De plus, la consommation de bois qui provoque le déboisement et l'érosion est ainsi réduite. Le programme de construction de digesteurs de biogaz, soutenu par l'ASTM pendant plusieurs années, a apporté tant de résultats bénéfiques pour les familles bénéficiaires qu'il a décidé de continuer à appuyer ce volet du travail de Jana Jagaran pendant quelques années encore avec le soutien financier des communes du Klimabündnis. De plus, à partir de janvier 2005, l'ASTM a appuyé un projet intégral qui regroupe plusieurs volets d'activités de Jana Jagaran.

## DES NOUVEAUTÉS POUR L'OekoFOIRE DE CETTE ANNÉE



La gagnante de notre concours de cette année

Bien que le public soit venu cette année moins nombreux à l'oekofoire que l'année dernière, vous avez été ainsi nombreux à venir nous rendre visite et à participer à notre jeu-concours. La bonne humeur et l'enthousiasme apportés par les personnes de l'asbl Coopération située ont été bien appréciés par les visiteurs. Il faut dire que le livre qu'elles ont présenté «Dat geet et nett, dat kann ech net» représentait bien concrètement ce que vous, épargnants d'etika soutenez à travers votre engagement dans le mécanisme Epargne Alternative, puisque ce projet représentait un travail collectif permettant à des personnes handicapées de se réaliser dans la rédaction et l'illustration d'un compte pour enfants. Le stand qui a subi de nombreuses modifications cette année (stand beaucoup plus ouvert, avec plus d'illustrations de projets), sera réutilisé l'année prochaine avec une nouvelle formule... mais nous ne vous en disons pas plus pour garder la surprise !

Cette année le premier prix (un compte Epargne Alternative de 625 euros) a été gagné par Bernadette Leners.

# LA JEUNE CHAMBRE ÉCONOMIQUE PRÉSENTE LE MICROCRÉDIT

« Double rendement ! Intéressés par le rendement financier, les investisseurs se rendent compte qu'en investissant dans la microfinance il y a également un rendement social ... »

Salle comble lorsque Monsieur Pierre Gramegna, Directeur de la Chambre de Commerce du Grand-Duché de Luxembourg, présenta son allocution de bienvenue devant près de 200 personnes qui avaient saisi le 5 octobre dernier l'opportunité de s'informer et échanger lors de la conférence "Le Microcrédit et Vous..." organisée, dans le cadre de ses activités de communication sur les évolutions du monde, par la Jeune Chambre Economique du Grand-Duché de Luxembourg, a.s.b.l. (« JCEL ») en partenariat avec la Chambre de Commerce et avec le précieux soutien de Dexia et AB-lux.

« En regardant les pauvres comme des participants vitaux pour leurs économies locale et nationale, l'Année Internationale du Microcrédit 2005 a le potentiel de lancer une nouvelle vague de microentrepreneuriat, donnant aux personnes démunies et à faibles revenus une chance de bâtir une vie meilleure, » déclarait J. A. Ocampo, Sous-Secrétaire Général du Département des Affaires Économiques et Sociales des N.U.

Membre du Conseil de L'Europe et ancien ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, Charles Goerens vint conforter cet espoir en soulignant, entre autres, combien il convient de ne pas tabler sur la fatalité et de concevoir la microfinance comme un complément très utile qui amène des résultats là où d'autres moyens parfois beaucoup plus coûteux ont échoué.



Les fonds publics jouent un rôle dans les services financiers ruraux.

Après la projection du film « Une idée, un crédit, un avenir – la microfinance en pratique » réalisé par l'association ADA (Appui au Développement Autonome) qui présentait le cadre de la thématique de la soirée, les participants ont bénéficié de l'expérience pratique et concrète apportée par Emmanuel Landais (ADIE, France) et Attakilti Kiros (DESCI, Ethiopie) soulignant l'utilité et les avantages mais également les risques et limites de la microfinance.

Dans des contextes économiques et sociaux forts différents, tous deux ont insisté sur le fait qu'au-delà des prêts, l'institution de microfinance se devait de jouer un rôle essentiel d'accompagnement et d'assistance au micro-entrepreneur depuis la création de son projet d'activité jusqu'à son développement autonome et rentable.

La table ronde qui suivit les exposés avec un panel d'intervenants du monde associatif (ADA, SOS FAIM, ADIE, DESCI) et Thierry Lippert, représentant du ministère de la Coopération, a, par ailleurs, permis aux participants de mieux appréhender les opportunités offertes à tout un chacun désireux de s'impliquer et contribuer personnellement au développement de cette forme spécifique d'aide au développement et de responsabilité sociale. Bénévolat, dons, épargne socialement responsable... plusieurs formules sont disponibles pour encourager activement le développement de ce concept novateur de microfinance/microcrédit.

Même si chacun des intervenants avait son point de vue issu d'une expérience du terrain variée, les participants auront incontestablement beaucoup appris et pu retirer quelques messages-clés de cette conférence de sensibilisation au microcrédit :

- Presque la moitié de la population mondiale n'a pas accès aux services financiers de base – non parce qu'ils ne peuvent se le permettre, mais simplement

par manque de disponibilité de ces services. Dans ce contexte, la microfinance fait partie intégrante d'un secteur financier sain et efficace.

- Le microcrédit offre aux plus démunis de meilleures perspectives et assure un impact durable sur la réduction de la pauvreté et sur le processus de développement social et humain. Il améliore concrètement la vie des gens et de leur foyer, et il renforce les économies, en investissant dans la capacité de production des communautés locales.
- Le microcrédit facilite l'intégration des populations pauvres au sein des flux économiques, en soutenant la croissance des marchés locaux et en augmentant les opportunités économiques par la création de nouveaux emplois, de nouveaux investissements et de nouvelles infrastructures.
- Le microcrédit donne du pouvoir aux plus démunis en diversifiant les choix qui s'offrent à eux, et en renforçant leur confiance en eux par une plus grande participation économique.

Autant de réflexions présentées et discutées au cours de cette manifestation Jeune Chambre Economique qui oeuvrait pour une contribution vers le développement et un mode original de financement durable d'activités innovantes s'inscrivant dans la thématique de l'Année Internationale du Microcrédit de l'ONU...

« Ensemble, nous pouvons et devons construire des secteurs financiers intégrants qui aident les populations à améliorer leurs conditions d'existence ». – Kofi Annan, Secrétaire Général de l'ONU, 2003

Philippe Corbard,  
chargé de communication JCEL

Cet article a été reproduit avec l'autorisation de la JCE de Luxembourg

Les personnes intéressées à recevoir de plus amples informations suite à cette conférence ou sur les activités de la Jeune Chambre en général sont invitées à contacter : Mme Françoise Hontoy, Présidente nationale 2005, tel: 400 173 23, adresse électronique : [jcilux@yahoo.fr](mailto:jcilux@yahoo.fr) ou M. Harald-Sven Sontag, directeur de la commission Conférence, tel : +352 021 66 91 68, adresse électronique : [microfinance@jcluxembourg.com](mailto:microfinance@jcluxembourg.com)



JCI (Jeune Chambre Internationale) est une fédération mondiale de jeunes leaders et entrepreneurs. Elle compte 200 000 membres actifs et des millions d'anciens membres qui prennent part à des projets, réunions, programmes de formation et manifestations. JCI opère dans plus de 5 000 communautés situées dans plus de 100 pays sur toute la planète.

Les membres JCI sont des professionnels et entrepreneurs âgés de 18 à 40 ans qui se sont affiliés à une organisation locale JCI. Ils se rencontrent, apprennent et grandissent ensemble. Ils créent des changements positifs. Ils apprennent à devenir des dirigeants plus efficaces. Ils organisent des projets dans les domaines Affaires, Individuel, Communauté et Développement International.

JCI est une Organisation non gouvernementale internationale (ONG) qui participe activement au Système des Nations Unies. Dans ce contexte, JCI a des relations avec le Bureau du Secrétaire général de l'ONU et un statut consultatif auprès du Conseil économique et social (ECOSOC).

## MICROCRÉDIT

# A QUEL POINT LA FINANCE EST-ELLE SOCIALE ?

L'année 2005 a mis le microcrédit à l'honneur. Une consécration au niveau international qui rappelle que la microfinance est considérée comme un des moyens d'éradication de la pauvreté, particulièrement dans les pays émergents. Certaines expériences ont démontré les limites et même les effets négatifs de la microfinance. Comment dès lors évaluer contribution au développement ? Tour d'horizon des méthodes éprouvées et des nouvelles initiatives.



Institution de microfinance congolaise CAPED est soutenue par SOS FAIM

S'il est avéré que la microfinance peut aider bien des populations, certains jouent aux « apprentis sorciers » du financement décentralisé en négligeant d'effectuer les études préalables sur les besoins financiers réels de la population. D'autres oublient d'évaluer les impacts potentiels de la microfinance comparés avec les divers types de dispositifs de lutte contre la pauvreté en matière de santé, d'éducation, de formation technique, d'adduction d'eau ou encore de transport. Cette irresponsabilité peut conduire à des drames : le manque d'efficacité, voire la fermeture de certaines organisations de microfinance qui laissent les clients dans une situation pire que celle précédant la mise en place du projet.

Néanmoins, la microfinance séduit les autorités publiques et les organisations privées de développement. Ces dernières voient en elle un moyen d'accorder une indépendance financière et une capacité entrepreneuriale aux pauvres tout en réduisant considérablement le coût des programmes de lutte contre le sous-emploi et la pauvreté. Après quelques années d'essais et en ne retenant que les « bonnes pratiques », c'est à-dire les expériences les plus performantes, l'autofinancement des organismes de microfinance deviendrait même envisageable.

### PRESSION À LA RENTABILITÉ : PAS QUE DU BON

La soumission des institutions de microfinance (IMF) aux impératifs d'autonomie financière dictés par les donateurs constitue un danger. Les programmes se concentrent alors sur la tranche la plus rentable, la maigre classe moyenne. Du coup la microfinance délaisserait à court terme la majorité des personnes les plus démunies. Selon la théorie dite du « *triple-down-effect* », qui a souvent montré ses limites, les populations pauvres bénéficieraient ensuite du développement économique de la classe moyenne. Dans ce cas de figure, bien que la microfinance offre des services financiers à des personnes exclues des banques commerciales, elle ne remplit plus son rôle dans la lutte contre la pauvreté.

Suite aux impératifs de pérennisation financière, les IMF dans la plupart des pays d'Afrique et d'Amérique latine se sont développées en milieu urbain. Elles ciblent alors une clientèle de petit commerce (qui a les capacités de rembourser des crédits à taux élevés) et délaissent en général le milieu rural. Une large majorité de la population dans ces pays reste donc exclue du crédit, d'où la nécessité d'une diversité d'IMF avec une diversité d'objectifs et de clientèles (avec différents degrés de richesse/pauvreté). Jonathan Morduch, expert académique en microfinance, fait d'ailleurs remarquer que la microfinance ne touche pas systématiquement les plus pauvres des pauvres.

### DEUX TYPES D'ÉVALUATION D'IMPACT

L'espoir que nourrit la microfinance comme outil de lutte contre la pauvreté, mais aussi l'ampleur des ressources investies, ont naturellement accentué l'attention portée aux études d'impact la microfinance. Diverses méthodologies ont été développées à cet effet. Cependant, évaluer l'impact avec rigueur s'avère très difficile et onéreux. Les méthodes de mesure les plus souvent utilisées s'appuient sur des indicateurs qualitatifs. Un compromis a donc dû être dégagé entre une étude minutieuse et un coût abordable pour la réalisation efficiente de l'évaluation de la microfinance.

Il existe deux grands courants de mesure de l'impact de la microfinance sur les populations qui en bénéficient. Ceux-ci sont le fruit de deux approches générales du microcrédit. L'une est qualifiée « d'institutionnaliste » (ou minimaliste), l'autre de « bien-être » (ou maximaliste). Les institutionnalistes estiment que si une IMF augmente sa clientèle et enregistre des taux élevés de remboursement, elle couvre ses coûts et ne dépend plus de subventions. Cela prouve en outre que les clients sont satisfaits des services. Et donc, que l'impact de l'insti-

tution est positif. Sa performance financière est dans ce cas-ci privilégiée au détriment d'une réflexion sur l'adéquation entre les services financiers eux-mêmes et leur impact sur les clients. Cette vision fait partie intégrante du paradigme dominant depuis le début des années 90 : le libéralisme absolu prôné par les institutions de Bretton Woods, tel le Fonds monétaire international et la Banque mondiale. Selon ses détracteurs, la micro finance ne sert finalement qu'à réglementer le marché dans les pays en voie de développement afin d'en tirer une plus-value. Elle est l'instrument parfait d'intégration des pauvres dans le marché financier.

Cette volonté se traduit par l'obligation imposé aux IMF de devenir financièrement indépendante ou, à tout le moins, les plus performantes possibles. Cet objectif interfère dans la plupart des cas avec les autres missions que se donnent souvent les IMF. A savoir : offrir des services financiers aux pauvres, créer de l'emploi, permettre l'éducation des enfants, fournir des soins de santé et aider les populations à poser des choix en adéquation avec leurs besoins. A l'inverse, la logique dite du « bien-être » vise à aller plus en profondeur (en termes de budget et de technique) afin d'évaluer l'impact de la microfinance sur l'ensemble des bénéficiaires. Cette approche insiste sur l'impact du service du point de vue de ses clients. Elle permet une analyse des contraintes des clients et des raisons de succès, d'échec ou d'abandon de ceux-ci par rapport au programme de microfinance.

Dans ce cas, on ne s'interroge pas sur la question du nombre de clients atteints, comme le fait la méthode précédente, mais plutôt sur le type de clients ciblés et sur l'adéquation entre leurs besoins et les services offerts. Bien que son coût soit plus élevé en termes de financement et de méthodes, cette manière de procéder est particulièrement intéressante parce qu'elle se fonde sur les besoins de management nécessaires à l'amélioration du fonctionnement des institutions de microfinance.

A titre d'exemple, la méthode IKM (Impact-Knowledge-Market) de Planet Finance se veut innovante en axant ses études sur une approche participative, multidisciplinaire et sur les besoins des clients des IMF. Cette méthode a été développée suite au programme AIMS (mené de 1995 à 2001 par l'USAID. AIMS, partait du constat que les IMF s'orientaient vers l'offre et vers la performance financière sans connaître véritablement leurs clients.

## LA PERFORMANCE SOCIALE COMME ALTERNATIVE

Une nouvelle voie intéressante s'ouvre aux acteurs de la microfinance. En effet, certains d'entre eux s'interrogent sur l'opportunité d'en estimer à la fois les performances

financières et sociales, soit le « double rendement ». La performance sociale évalue la mise en pratique effective des objectifs sociaux d'une institution visant à améliorer les conditions de vie des clients pauvres et de leur famille. Elle vise également à étendre la gamme d'opportunités de leur communauté. Cette méthode ne prétend pas évaluer directement l'impact de la microfinance mais pose l'hypothèse qu'une bonne performance sociale implique des changements positifs dans la vie des personnes ayant recours à des services de microfinance.

On ne parle pas ici de mesurer l'impact de la microfinance en tant que tel sur les clients (étude d'impact classique) ni de comprendre qui sont les clients et quels sont leurs besoins en termes de produits financiers (étude du type AIMS tel que IKM de PlaNet Finance). Par contre, il s'agit de vérifier que les institutions développent la capacité de réaliser simultanément des objectifs financiers et sociaux. Et soient capables d'en rendre compte d'une manière satisfaisante via un audit externe, ceci pour répondre notamment à l'intérêt croissant de la part d'investisseurs privés sociaux pour la microfinance.

Dans ce contexte, la mesure de la performance sociale, associée à la mesure de la performance financière, permettrait d'intégrer les intérêts des bailleurs de fonds et ceux des praticiens. La mesure de la performance financière aiderait les donateurs à contrôler la bonne allocation de leurs fonds. La mesure de la performance sociale, quant à elle, pousserait les IMF à maintenir leur mission sociale. Cette initiative se base néanmoins sur une hypothèse non encore vérifiée : un bon score social induit un impact positif de l'IMF.

Ainsi, suite à une réunion en mars 2005, la *Fondation Ford* et le *Consultative Group to Assist the Poor* (CGAP) se sont associés pour fédérer les différentes initiatives existantes de mesure de la performance sociale. L'objectif de cette rencontre était d'arriver à un cadre commun international et de développer un plan d'action pour faire avancer les bonnes pratiques de la mesure de performance sociale. Six groupes de réflexion ont été créés à l'échelle internationale.

Le premier travaille sur une définition commune à tout le secteur de la microfinance. Le deuxième, mené par Bart de Bruyn de l'ONG belge Trias, a permis de rédiger une charte dans laquelle les signataires s'engagent à promouvoir, à mesurer et à poser des actes afin d'améliorer leur performance sociale. Plus de cinquante organisations internationales se sont déjà engagées dans



L agriculture est plus complexe à financer que les activités d'artisanat (photo SOS FAIM)

cette voie. (la charte est présentée sur le site [www.triasngo.be](http://www.triasngo.be)). Les autres groupes vont développer un site Internet, réaliser la promotion de la performance sociale dans le secteur et intégrer la performance sociale dans le rating financier des IMF.

Dans la pratique, les bailleurs de fonds tels que la Banque mondiale ou les agences gouvernementales pour le développement sont limités dans leurs aides financières. Ils n'offrent des fonds aux institutions de microfinance du Sud qu'à la condition d'une certaine rentabilité. Ces conditions visent souvent l'indépendance financière à moyen terme. Cette performance économique ne peut être accomplie que grâce à l'exclusion des populations les plus à risque, soit les plus pauvres. La perte des subsides et des prêts diminue donc de manière significative le champ d'action des IMF.

La recherche de la performance conduit inévitablement à une réduction des services extrafinanciers comme la formation à la gestion, ou encore l'éducation à la santé. Bien que la promotion sociale et la réduction de la pauvreté dans la microfinance soient des objectifs dominants, Anton Simanowitz, directeur du groupe de recherche Imp-act (6), affirme qu'« il n'a pas encore été défini de niveau de performance sociale qui pourra être raisonnablement espéré dans différents contextes ou de système pour mesurer celui-ci ». La mesure de la performance sociale pourrait en tout cas, selon Marc Mees, responsable microfinance chez SOS Faim, aider les institutions de microfinance à conserver leur « âme » face aux pressions des donateurs qui veulent les rendre complètement indépendantes en termes financiers.

François Cajot  
(PlaNet Finance Belgique.  
Responsable développement)

Article extrait de la revue Defis Sud  
avec l'autorisation de SOS FAIM

# LE PÉROU, FIGURE DE PROUE DE LA FINANCE RURALE EN AMÉRIQUE LATINE



Bergerie au Pérou  
financée par une  
institution de Microfinance  
soutenue par l'ONG ADA

Le Centre latino-américain pour le développement rural (Santiago du Chili) a publié une étude <sup>(1)</sup> sur la microfinance rurale dans quatre pays du sud de l'Amérique latine : le Pérou, l'Argentine, le Chili, la Colombie. Tous se caractérisent par la grande diversité des prestataires de crédit présents dans les zones rurales. Mais la couverture des clients potentiels reste particulièrement faible dans ce secteur. Pour y remédier, l'auteur suggère une plus grande implication des instances publiques. Il constate également que le Pérou est le pays le plus avancé en matière de finance rurale.

L'un des aspects qui caractérise le secteur financier latino-américain est l'augmentation de l'accès de la population au financement bancaire. Ce changement n'a néanmoins touché que le secteur urbain et certains segments de la population. Une partie importante du financement rural latino-américain a lieu par le truchement de « prestataires informels ». Il s'agit souvent de commerçants ou de sociétés nationales de distribution. Et le rôle qu'ils jouent en tant qu'agents informels de crédit s'explique en grande partie par le retrait des banques commerciales du marché de la finance rurale. Ces agents informels se profilent ainsi comme une véritable alternative face à la carence des agents formels de crédit (banques commerciales, Institutions de microfinance, ONG, coopératives, etc.).

Selon les informations recueillies sur les quatre pays analysés, le Pérou est celui où le financement rural est le plus développé. En effet, plus de la moitié (54%) des 70 institutions formelles qui proposent des services de microcrédit dans ce pays ont des débiteurs en zone rurale. La population rurale péruvienne garde cependant un faible niveau d'accès au microfinancement, en particulier à celui de type formel. La grande majorité de l'accès au crédit a lieu par le biais de sources informelles. En 2000, le pourcentage de foyers ruraux bénéficiant d'un crédit de nature quelconque (formel ou informel) n'était que de 13%. Les institutions formelles n'y contribuent qu'à hauteur de 3,7%.

## « MINIFUNDIOS » EN MAJORITÉ

Le nombre de producteurs ruraux considérés comme « micro-entrepreneurs » au Pérou contribue également à mieux comprendre les caractéristiques de la demande de crédit. D'après le Ministère de l'Agriculture, il existe près d'un million deux cent mille micro-entreprises en zone rurale. Il s'agit majoritairement de « minifundios » et de petites propriétés agricoles (70,1% du total des propriétés agricoles) de moins de 3 hectares. Les institutions de microfinance rurale ne couvrent guère plus de 7,5% du total des demandes de crédit.

Du point de vue du nombre de clients, les créanciers les plus importants sont les Caisses rurales d'épargne et de crédit et les ONG. Mais en termes de volume de crédit les banques commerciales demeurent, malgré leur désengagement, les plus importants créditeurs agricoles au Pérou. En 2001, elles contrôlaient 84% du total des crédits dans le pays. Les chiffres montrent cependant que les banques commerciales prêtent à un groupe réduit de clients, ne dépassant guère 4,2% du total des débiteurs du secteur agricole. Les banques sont, en effet, fortement orientées vers les moyens et les grands producteurs : en 2001, par exemple, la moyenne du crédit octroyé à ses clients était de 90.799 dollars. La disparition de la Banco agrario del Perú (BAP), en 1992, provoqua un déficit dans le financement rural. Jusqu'à sa fermeture, le portefeuille des crédits qu'elle pourvoyait au secteur agricole et rural atteignait les 900 millions de dollars annuels. C'est-à-dire, le double du total du portefeuille de crédit agricole de 2001. Afin de pallier ce déficit, l'Etat imposa la création des Caisses rurales d'épargne et de crédit (CRAC). Ces organismes sont venus s'ajouter aux autres acteurs formels déjà présents dans le secteur des microfinances du Pérou : les Caisses communales d'épargne et de crédit (CMAC) ainsi que les Entités pour le développement de la petite et de la micro entreprise (EDPYMES).

Les CRAC occupent aujourd'hui la deuxième place du financement agricole du Pérou, quoique loin derrière les banques. En 2001, leurs placements représentaient 8,5% du total des crédits en zone agricole (35 millions de dollars contre 349 millions crédités par les banques) et leurs débiteurs constituaient 10% du total des débiteurs agricoles. Et pourtant, leur couverture est infime par rapport à la demande du secteur productif rural <sup>(2)</sup>. De plus, les CRAC sont les institutions microfinancières du secteur formel au plus haut risque. Elles connaissent l'un des plus hauts taux de retard de paiement, souffrent de déficiences dans leurs opérations financières et demandent les plus hauts taux d'intérêt. Les CRAC

<sup>(1)</sup> « La dimensión de las microfinanzas rurales en América latina : un análisis comparativo de cuatro países ». Rimisp. Noviembre 2003.

<sup>(2)</sup> En 2003, l'on estime la population économiquement active du secteur rural du Pérou à quatre millions de personnes. Au Pérou, 66% des foyers des zones rurales sont pauvres - dont 30% se trouvent en situation d'extrême pauvreté. La population rurale du Pérou représente 29% du total de la population du pays.



sont aujourd'hui également actives dans les zones urbaines, périurbaines et/ou dans les activités rurales non agricoles, par souci de diversification du portefeuille et de réduction du risque. La crise agricole générée par le phénomène « El Niño », en 1998, ainsi que la crise externe du financement, la même année, avaient sérieusement mis à mal la durabilité de ces institutions.

Inversement, les Caisses communales d'épargne et de crédit (CMAC) et les Entités pour le développement de la petite et de la micro-entreprise (EDPYMES), ont gagné en importance dans le secteur du financement rural. Le profil des EDPYMES est moins favorable au financement rural, dans la mesure où elles s'orientent essentiellement vers les micro-entreprises urbaines. Néanmoins, en 2001, leurs placements dans le secteur agricole atteignaient 1,5 millions de dollars.

Les ONG sont un autre acteur important du crédit agricole au Pérou. Sur un total de 26 organisations identifiées, 16 d'entre elles ont déclaré réaliser des activités dans le secteur rural. En moyenne, 65% de leurs crédits vont aux producteurs agricoles. Cela veut dire que leur portefeuille rural approche les 11,8 millions de dollars, prêtant service à 66 000 clients. Si l'on s'en tient strictement au microcrédit, ces ONG sont les prestataires les plus importants en zone rurale au Pérou, ce qui est cohérent avec leur orientation vers les populations à bas revenus et, en grande partie, en situation de pauvreté extrême. Le montant du crédit agricole des ONG est en moyenne de 180 dollars par client.

### UNE BANQUE AGRAIRE DÉPENDANTE ET LIMITÉE

Il est également nécessaire de s'interroger sur l'impact d'AGROBANCO, une banque de financement agricole créée en décembre 2001 par l'Etat péruvien. Cette décision avait alors été interprétée comme une intervention étatique directe sur le marché financier rural. AGROBANCO était née suite aux pressions et aux demandes politiques de certains secteurs de la société. Cette institution joue deux rôles : comme fournisseur, premièrement, de crédits à court et à long terme, directement aux petits producteurs, et, deuxièmement, en tant qu'intermédiaire, à travers les autres institutions de microfinance (CRAC, CMAC, EDPYMES etc.).

### CRÉDIT ET CAFÉ

Au Pérou, la coopérative agricole La Florida a créé une véritable institution de microfinance, Crediflora, à laquelle elle transfère l'ensemble de ses activités financières. L'approche fondamentale des dirigeants de Crediflora est claire : adapter au mieux les services financiers offerts aux besoins spécifiques des producteurs de café. L'accent est non seulement mis sur les relations avec les clients mais également sur la nécessité de délivrer un service souple et rapide qui permet d'en limiter le coût auprès des membres. Cette coopérative d'épargne et de crédit compte aujourd'hui plus de 280 membres et son portefeuille de crédits dépasse les 200 000 €.

Une récente étude (Aguilar 2003) pointe toutefois du doigt certaines carences qui pourraient à terme pénaliser la durabilité d'AGROBANCO.

Parmi celles-ci, notons : le caractère limité de ses ressources (le capital initial ne dépasse guère les 30 millions de dollars, tout en excluant la participation de capitaux privés). La banque dépend fortement du ministère de l'Agriculture en matière de provision de ressources. AGROBANCO pourrait également provoquer une concurrence déloyale si elle devait subsidier le taux d'intérêt des crédits. Par ailleurs, ni la technologie ni les produits financiers qu'elle offre ne répondent à la demande de crédit des producteurs (AGROBANCO n'octroie pas de crédits aux producteurs individuels ni à ceux n'étant pas intégrés à une chaîne productive). AGROBANCO ne résout pas le problème du financement rural : le taux de placement est trop faible (seulement 1,8 millions de dollars jusqu'en août 2003) et les difficultés de financement ne sont pas résolues.

*Last but not least*, un des aspects importants du secteur microfinancier du Pérou est l'existence de diverses institutions qui agissent en réseau et qui prêtent des services aux organisations qui en font partie. La plus importante du secteur rural est le Consortium Promotion de la femme et de la communauté (PROMUC). Née en 1994, cette association civile nationale regroupe aujourd'hui 11 institutions sociales ; elle compte 800 banques communales et réunit plus de 15 mille associés au niveau national.

### COMPARÉ À L'ARGENTINE, AU CHILI ET À LA COLOMBIE

Passons en revue les aspects les plus importants pour la compréhension de la microfinance en Amérique latine. Ils dérivent de l'analyse réalisée dans quatre pays (Argentine, Chili, Colombie, Pérou). La microfinance rurale a encore une couverture et un développement limités dans tous les pays analysés. Même dans ceux où elle est plus développée (Pérou et Colombie), le marché rural microfinancier présente une faible couverture. En Bolivie, en Colombie et au Pérou, moins de 8% des foyers accèdent au financement agricole et rural provenant de sources publiques et formelles. Le Chili fait figure d'exception à cet égard avec une couverture supérieure à 23%, comme conséquence de l'action d'un organisme public de financement direct aux petits producteurs, l'INDAP (Institut de développement agricole, dépendant du ministère de l'Agriculture).

Les banques commerciales actives dans le financement rural s'orientent clairement vers les moyens et les grands producteurs. Néanmoins, les banques restent les bailleurs les plus importants dans les zones rurales. Toutefois, leurs placements se concentrent fortement sur un nombre réduit de producteurs. La majorité d'entre-elles sont actives dans les zones productives les plus dynamiques, vouées à l'exportation et concentrées géographiquement. L'importance des banques commerciales, en termes du volume de financement, évolue dans les pays où la microfinance urbaine est plus développée (Pérou, Bolivie, Colombie). Des mécanismes permettant le placement de ressources financières dans le secteur rural, à travers les institutions de microfinance, sont dès lors recherchés.



Les artisans péruviens profitent aussi des microcrédits

Les plus importants pourvoyeurs de crédit du secteur rural sont de type informel. Même s'il n'existe pas de documentation à ce propos, dans les quatre pays analysés l'on estime que plus de 60% des petits producteurs qui accèdent au crédit, le font par le truchement de sources informelles. Plus l'activité productive est informelle, plus l'accès au crédit par des sources formelles est moindre. Dans les pays, comme l'Argentine, ne disposant pas d'un système de pourvoyeurs formels, la participation des sources informelles est particulièrement significative.

## DIVERSIFICATION ET RÉGLEMENTATION

La présence de différents types de pourvoyeurs de crédit est déterminante dans le développement de la microfinance rurale. Le cas du Pérou est particulièrement parlant à cet égard. Dans ce pays andin, l'action de diverses institutions de microfinance a entraîné un approfondissement des marchés. Ici, les Institutions de microfinance - les ONG en premier lieu - ont montré leur capacité d'être soutenables dans le temps : elles ont expérimenté croissance et développement.

Par ailleurs, les Institutions de microfinance péruviennes se sont montrées capables de mobiliser aussi bien des ressources de l'Etat que des prêts bancaires et des fonds internationaux. En Argentine et au Chili, la situation des Institutions de microfinance agissant dans le milieu rural est bien différente. De taille réduite, leur capacité de gestion est limitée et leurs technologies de crédit sont peu diversifiées.

Une réglementation adéquate et une promotion solide de la part de l'Etat facilitent le développement de la microfinance rurale. Ainsi, les législations péruvienne et colombienne ont rendu possible le financement par de nombreux bailleurs. Les gouvernements de ces deux pays montrent également une volonté politique forte en matière de microfinance et de microentreprise. La législation de ces deux pays inclut par ailleurs la microfinance dans le système financier national. En Argentine et au Chili, par contre, il n'existe pas une culture microfinancière. Il faut d'ailleurs agir sur plusieurs domaines législatifs et de promotion étatique en vue d'améliorer le développement des microfinances tant urbaines que rurales.

## IMPORTANCE DES FONDS PUBLICS

Les banques publiques et les programmes de crédit direct de l'Etat contribuent, certes, au financement des zones rurales. Mais il est nécessaire de revoir le rôle de l'Etat dans le développement de la microfinance rurale. La « Banco agrario » de Colombie, l'AGROBANCO du Pérou, le Programme social agricole et le FONCAP, en Argentine, ainsi que l'INDAP, au Chili, démontrent que les fonds publics jouent un rôle important dans les services financiers ruraux. Il y a lieu toutefois de s'interroger sur les sommes allouées par les gouvernements afin de subventionner les taux d'intérêt, la remise des crédits, la présence de hauts niveaux de morosité (crédits non payés), etc. Ces interventions risquent de pénaliser l'arrivée de nouveaux pourvoyeurs sur le marché ainsi que la durabilité des institutions opérant avec leurs fonds propres (sans soutien public). Les orientations politiques en matière de développement de la microfinance soulignent que les organismes publics devraient agir comme des promoteurs de la microfinance en créant des instances de « deuxième niveau » (3). Cette suggestion est cependant moins pertinente dans les pays où le secteur public fait preuve d'une meilleure durabilité (comme la « Banco agrario » de Colombie). Il s'agit d'un point important dans le débat sur l'amélioration de l'accès à la microfinance dans les zones rurales. La discussion sur le rôle du financement public doit contribuer à générer des systèmes financiers autosoutenables dans les zones rurales.

Extrait d'une étude de Juan Carlos Caro (chercheur du Rimisp - Centre latino-américain pour le développement rural - Santiago du Chili).

Article extrait de la revue Defis Sud avec l'autorisation de SOS FAIM

(3) Au Pérou, une « banque de développement de deuxième niveau » est l'institution qui canalise des ressources financières du marché à travers d'autres institutions financières intermédiaires (IFI), complétant de cette manière l'offre des ressources mise à disposition des entreprises. Source : <http://www.cofide.com.pe/frecuentes.html>

## IMPRESSUM

Den etika-info as a periodescht Informations- a Motivationsblatt fir d'Membere vun etika asbl a fir d'Titulaire vun engem alternative Spuerkont. **EDITEUR** etika asbl, 55, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, Tel/Fax : 29 83 53, [www.etika.lu](http://www.etika.lu), [contact@etika.lu](mailto:contact@etika.lu) **LAYOUT** Cropmark **REDAKTION** Jean-Sébastien Zippert **DROCK** rapidpress, Bertrange.